

Message de fin d'année 2021 du Président Élu Maurice KAMTO

Mesdames, messieurs; chers compatriotes !

Nous voici au terme d'une année 2021 qui fut particulièrement difficile, dans le prolongement des précédentes :

- Sur le plan sanitaire, comme pratiquement tous les pays dans le monde depuis deux ans déjà, le Cameroun a souffert et souffre encore sévèrement de la pandémie du Covid-19. Une communication officielle brumeuse nous prive des données précises sur l'évolution de la situation dans notre pays. Il est néanmoins constant que cette épidémie est une réalité qui, en plus de causer des morts, impacte sérieusement l'activité économique nationale. C'est pourquoi je vous invite au strict respect des mesures barrières et toutes autres mesures efficaces préconisées tant au niveau national qu'international. Pour l'instant, c'est la seule solution pour se protéger et préserver les autres contre ce virus dont rien ne permet de croire qu'il va disparaître d'ici peu.

Comme à l'accoutumée dans notre pays, la pandémie du Covid-19 a été transformée en opportunité de détournements à grande échelle des biens et des deniers publics par ceux qui ont la charge de les gérer pour préserver la vie des populations.

La Chambre des comptes de la Cour suprême a rendu public un rapport accablant à ce sujet. Nous exigeons que des suites judiciaires soient données à ce énième scandale financier sous le régime actuel. Par ailleurs, outre les fonds alloués par les bailleurs de fonds internationaux, d'importantes sommes puisées dans le budget de l'État ou tirées des dons des sociétés et des personnes physiques, ont-elles aussi été englouties dans la lutte contre cette pandémie dans notre pays. Nous exigeons également un audit de toutes ces ressources collectées au niveau national, et dont la mauvaise gestion a mis à nu la glotonnerie de ceux qui ont la responsabilité des affaires du pays aujourd'hui.

Ils ont vainement tenté de masquer leur rapine à travers une campagne éhontée de calomnie et de manipulation de l'opinion au sujet d'un détournement imaginaire qu'auraient opéré des responsables du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun dans le cadre de la gestion l'opération humanitaire Survie Cameroon Survival Initiative (SCSI). Au contraire de la gestion gouvernementale des fonds destinés à la lutte contre le COVID-19, la collecte des dons dans le cadre de SCSI a été d'une transparence exemplaire, comme l'ont montré les audits internationaux indépendants diligentés par mes soins, et jamais remis en cause techniquement et scientifiquement.

-La situation sécuritaire du Cameroun demeure un grave sujet de préoccupation. En effet, alors que monsieur Paul BIYA avait hérité d'un pays uni, rassemblé, stable et totalement sécurisé aussi bien à ses frontières qu'à l'intérieur du territoire national, il laissera en héritage un pays désuni, divisé par la haine ethnique, déchiré par des conflits armés, en particulier dans les

régions anglophones du Nord-ouest et du Sud-Ouest et dans la région de l'Extrême-Nord. Par ailleurs, les incursions de rebelles centrafricains dans la région de l'Est, les enlèvements avec paiement de rançon qui se banalisent notamment dans les régions de l'Adamaoua et du Nord, et qui font une percée dans les grandes villes, constituent autant de défis sécuritaires.

S'agissant plus particulièrement de la guerre civile en cours dans les deux régions anglophones, elle constitue une honte nationale pour notre pays. Son bilan militaire, humanitaire, économique et social est désastreux. Rien ne justifiait cette guerre au moment de son déclenchement, rien ne la justifie près de cinq ans après.

L'autisme du pouvoir en place face à toutes les propositions visant à régler politiquement ce conflit fratricide tire sans doute avantage de l'incroyable indifférence de la communauté internationale et des pays considérés comme amis du Cameroun, pour écraser en toute impunité les populations Anglophones de notre pays.

Alors, les Camerounais s'interrogent : à quoi servent les organisations internationales telles que la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale, l'Union Africaine, l'ONU et notamment son Conseil de sécurité, si elles ne peuvent pas, comme au Soudan, en Ethiopie ou ailleurs, agir pour le retour de la paix, dans le respect de notre souveraineté et de la diversité culturelle qui fait la richesse du Cameroun ? Nos propositions de solutions et la méthode pour y parvenir sont connues, et ce depuis plusieurs années. Je ne les répéterai donc pas ici. Une chose est certaine : la solution durable à ce

conflit n'est pas militaire mais politique; elle passe un dialogue inclusif et sincère dont nous avons exposé à plusieurs reprises les conditions du succès.

- Dans le sillage de l'économie mondiale, l'économie camerounaise au cours de l'année 2021, a été impactée, comme en 2020, mais avec des effets directs moindres, par la persistance de la pandémie du Covid-19.

Sur le plan macroéconomique, le Cameroun s'est caractérisé par un fort endettement de nature singulièrement toxique, qui bouche ses horizons sur divers aspects. En effet, notre pays est à ce jour le pays de la zone franc le plus endetté auprès de la Chine, avec 6 milliards 202 millions de dollars US de dette en avril 2021, d'après la Banque Mondiale; il tient le 6e rang des pays africains endettés vis-à-vis du même géant asiatique au niveau continental. De même, le Cameroun est le premier pays francophone le plus endetté auprès de la France, avec une dette qui s'élevait à 945 milliards FCFA en décembre 2020, et occupe le 2e rang parmi les pays africains endettés auprès de ce pays.

La dette publique du Cameroun est estimée en fin 2021 à environ 43 % de son Produit intérieur brut (PIB). D'aucuns estiment que ce niveau d'endettement donne à notre pays une marge confortable pour continuer d'accroître sa dette. Force est de constater que dans la réalité, le Cameroun éprouve des difficultés importantes à mobiliser des financements auprès d'investisseurs étrangers, traduisant ainsi le caractère toxique de cette dette. La dernière levée des fonds sur le marché des Eurobonds a ainsi nécessité un accompagnement et une garantie du Fonds Monétaire International.

Il résulte de cette situation un arrêt quasi systématique des grands chantiers infrastructurels engagés par notre pays. L'autoroute Yaoundé-Douala de 196 km, commencée depuis 2014 et qui en est donc à la 7^e année de sa réalisation, est à l'arrêt après son 60^e km dont à peine 40 km seraient praticables; l'autoroute Kribi-Edéa; la route Kribi-Ebolowa par Akom 2; la Ring-road dans le Nord-Ouest, engagée depuis 1988 et portant sur 365 km dont seulement 60,5 km étaient achevés en fin 2020; les 14 péages sur des pistes bitumées; le barrage de Bini-Warak, bloqué pour une question d'assurance du chantier; les infrastructures sportives, telles que le complexe sportif d'Olembé, passé miraculeusement de complexe à un simple stade, dont l'achèvement annoncé depuis fin 2018 n'est pas complet en cette veille de la CAN de 2022.

C'est le lieu de relever que faute d'avoir achevé le championnat de football de première division en 2021, l'équipe championne du Cameroun a été désignée cette année non sur la base du résultat des matchs joués dans les stades, mais par une décision de l'autorité sportive, en occurrence la FACAFOOT. Il serait trop long de dresser ici la liste de tous les projets fantômes miroités par le régime et qui n'ont jamais connus un début d'exécution. Juste quelques illustrations : le chemin de fer de Mballam au port de Kribi, les tramways de Douala et de Yaoundé, le complexe industrialo-portuaire de Kribi y compris sa ville nouvelle, le complexe hôtelier du lac à Yaoundé, réseau ferré national, 500 ponts métalliques etc.

Sur le plan de la gouvernance, l'économie camerounaise a continué d'être marquée par plusieurs scandales financiers, dont celui dit du « Covidgate », ceux de la CAN, celui des fonds généreux de la ligne 94 du budget de l'Etat géré par le Ministère de l'Economie, distribué en dépit du bon sens à des particuliers pour leurs activités privées, et j'en passe.

Cette accentuation de la détérioration de la morale publique affecte gravement les couches les plus vulnérables, les plus démunies et les plus défavorisées de nos populations, en les privant des moyens de supporter une inflation galopante qui vide le panier de la ménagère et aggrave le phénomène de la vie chère.

L'Etat exacerbe cette situation en fixant à des niveaux records les prix de certains services publics, tels que l'établissement du passeport. Hormis quelques communiqués sans effets du Ministre du Commerce et des ventes promotionnelles symboliques, aucune mesure sérieuse n'est prise par le gouvernement pour juguler cet état de chose, qui entrainera à coup sûr dès l'année 2022, une accentuation de la grande pauvreté au Cameroun avec un risque de tensions sociales.

Bien plus encore, la loi des finances de l'année 2022, qui vient d'être adoptée par le Parlement, ouvre la voie au renforcement des inégalités sociales par une politique fiscale qui participe d'une volonté de spoliation des couches de populations les plus défavorisées. Alors que les transferts de fonds par téléphonie mobile ont été conçus comme un instrument d'inclusion financière des populations pauvres, le gouvernement camerounais vient d'en faire une source de son propre financement, en infligeant à ces populations démunies une sorte de « double peine » sous forme d'une double ponction, tant sur les dépôts que sur les retraits de fonds transférés. De même, la prétention de taxer les associations à but non lucratif et les tontines met en exergue à la fois les difficultés qu'éprouve le gouvernement à trouver des financements pour son fonctionnement et sa volonté manifeste d'appauvrir davantage les populations pauvres.

La nécessité d'un élargissement de l'assiette fiscale dans notre pays ne saurait passer par la condamnation à la mort économique des plus pauvres.

Une politique orientée vers le développement industriel avec des facilités à la création et l'implantation des unités industrielles et des services à forte valeur ajoutée dans notre pays aurait permis à l'Etat d'engranger des ressources financières conséquentes lui permettant de couvrir l'essentiel de ses besoins.

Camerounaises, Camerounais

2021 est une nouvelle année au cours de laquelle vous avez à peine entrevu le Président en fonction, M. Paul BIYA.

Le 3 avril 2020, alors que les Camerounais étaient sans aucune nouvelle de lui, plus d'un mois après le début de la pandémie du Covid-19 dans notre pays, j'avais saisi le Président de l'Assemblée nationale, en qualité, d'une requête aux fins de constater la vacance au sommet de l'État.

Dans une manipulation dont le régime est coutumier, on m'avait prêté d'avoir annoncé la mort de M. Paul BIYA. Il s'ensuivit une vaste campagne nationale et même diplomatique sur cette allégation mensongère.

Plus d'un an après cette saisine ma requête qui, déjà à l'époque, était tout à fait fondée et parfaitement républicaine, a gagné en pertinence.

En effet, où est donc passé le Président de la République en fonction ? Est-il au courant de que le pays va mal ? Certains répondront qu'au cours de l'année qui s'achève, ils l'ont vu prendre l'avion pour se rendre à Genève ou pour en revenir; d'autres, qu'ils l'ont vu dire quelques mots lors d'une visioconférence à partir d'on ne sait où; d'autres, enfin, qu'ils l'ont aperçu pendant quelques minutes avec des représentants d'organisations internationales en charge du football, ou à l'occasion de l'anniversaire de son parti ou de son épouse. Voilà en tout et pour tout.

Peut-on, dans un pays où il y a tant de défis, d'urgences économiques et sociales, de tensions politiques, et où il y a une guerre civile désastreuse compliquée de foyers d'insécurité et d'affrontements intercommunautaires, raisonnablement se contenter des signes sporadiques de la présence effective de celui qui assume les fonctions de Président de la République ? Evidemment non!

Cette absence non expliquée est la preuve d'une défaillance qui impacte grandement la vie de la Nation.

Le dernier conseil des ministres s'est tenu le 15 mars 2018 !

Comme de coutume il n'avait duré que quelques minutes. Le précédent conseil des ministres remontait au 15 octobre 2015 !

Ailleurs, faut-il le rappeler, là où le pays est effectivement gouverné, le conseil des ministres se tient chaque semaine. Ces conseils des ministres ne peuvent être remplacés par la réunion mensuelle des membres du gouvernement autour du Premier ministre sous la forme de conseils de gouvernement, car ceux-ci sont

dépourvus du pouvoir d'orientation politique et de décision dont dispose le Conseil des ministres présidé par un Chef de l'Etat.

Pour la première fois depuis l'accession de notre pays à l'indépendance, on n'aura pas joué la Coupe du Cameroun en 2021. A-t-on besoin d'épiloguer pour démontrer l'incapacité du Président de la République en fonction à s'acquitter de ses responsabilités en permanence ?

Rien, même pas les milliers de victimes de la guerre civile dans les régions anglophones, qu'il s'agisse des éléments des forces de défense et de sécurité, des populations civiles ou des rebelles, n'ont suffi à le sortir de sa réclusion pour assumer la charge qu'il s'est imposée à la tête de l'État.

Ainsi, le chef des armées n'est pas aux côtés de ses troupes, n'a jamais rendu visite à des soldats blessés, ne préside pas aux cérémonies d'hommages rendus aux militaires morts au front. Le chef de l'exécutif, devenu invisible, se borne à donner de "très hautes instructions" transmises par le Secrétaire général de la présidence de la République directement à des ministres supposés être placés sous l'autorité du Premier ministre, Chef du gouvernement ! Et les Camerounais se demandent : à quoi sert un Premier

ministre aussi transparent, qui peut être désavoué à tout moment et impunément par le Secrétaire général de la présidence de la République, voire par des ministres ?

Les Camerounais mesurent plus que jamais la portée du fameux Décret du 5 février 2019 "accordant délégation permanente de signature" à l'actuel Secrétaire Général de la Présidence de la République.

Depuis lors le Cameroun se gère, tant bien que mal par procuration, et dans une guerre sourde entre clans et fractions hostiles, gagnées par la guerre interne de succession.

Combien de temps cette situation peut-elle encore durer ?

Je respecte le grand âge de M. Paul Biya, et suis sensible à la possible fragilité de sa santé liée à cet état. Cependant, je ne puis comprendre ni accepter qu'il hypothèque l'avenir de millions de Camerounais du fait de cette situation. Il serait humainement raisonnable et politiquement correcte qu'il en tire les conséquences qui s'imposent. Ceux qui l'idolâtrèrent et font semblant de croire qu'il est éternel et irremplaçable ne rendent service ni à lui-même ni à notre pays. Il est temps pour eux de réaliser qu'il est un être mortel, qu'il a donné ce qu'il pouvait, et qu'il n'a plus rien à offrir au Cameroun. C'est la condition humaine qui le veut ainsi; la condition humaine avec les limites qu'elle nous impose à nous tous. Il est plus que temps de préserver la dignité de ce patriarche ainsi que l'avenir de notre pays.

Mesdames, messieurs; chers compatriotes,

Depuis le 22 septembre 2020, des centaines de Camerounais ont été jetés en prison pour avoir exercé leur liberté d'expression, dans le strict respect des lois de la République et des engagements internationaux de notre pays. Ces

femmes et hommes, jeunes et moins jeunes, ont été arrêtés arbitrairement et emprisonnés illégalement. Des traitements inhumains, cruels et dégradants leur ont été infligés par des hommes et femmes agissant prétendument au nom de la République, mais qui opèrent en réalité comme des miliciens à la solde d'un régime. Nos valeureux compatriotes torturés et martyrisés ont eu pour seul tort d'avoir osé s'exprimer, après toutes les interpellations écrites restées vaines, par des Marches Pacifiques. Ces marches, dûment déclarées et jamais interdites au regard de la Loi du 19 décembre 1990 fixant le régime des réunions et des manifestations publiques, étaient précédées de la publication d'un Guide du Marcheur pacifique que j'avais rendu public bien avant le jour prévu pour la manifestation.

Leur crime est d'avoir revendiqué la fin de la guerre civile dans les régions anglophones du pays et l'organisation d'un vrai dialogue national inclusif où on traiterait de tous les sujets importants, y compris de celui relatif à la forme de l'État; d'avoir demandé une réforme consensuelle du système électoral, afin de conjurer les conflits post électoraux; d'avoir demandé l'audit de la gestion calamiteuse des fonds publics importants alloués à l'organisation de la CAN 2019 qui a " glissé" jusqu'en 2022.

Face à cette injustice, l'institution judiciaire et les magistrats ont choisi lâchement le camp des bourreaux.

Les personnes arrêtées sont toutes des civils; ils ont pourtant été attraités devant les tribunaux militaires, en totale violation de nos lois et des engagements internationaux de notre pays, et condamnés à de lourdes peines allant jusqu'à 7 ans d'emprisonnement ferme, aggravées des peines

d'amendes tout aussi lourdes. Ainsi, la haine d'Etat veut frapper les militants et sympathisants du MRC dans leur chair et leur moral, et le MRC ainsi que la Résistance nationale au porte-monnaie. Rien n'y fera, la résistance nationale continue et se poursuivra jusqu'à la victoire finale. Dans les dossiers de nos martyrs politiques, aucun droit de la défense n'a été respecté. C'est d'ailleurs pour protester contre ces multiples irrégularités et injustices assumées que leurs avocats ont déposé leurs robes, et qu'eux-mêmes ont décidé de ne plus comparaître devant des juges politiciens, uniquement soucieux de défendre leur parti, le RDPC. Ainsi, nos détenus politiques sont devenus, de fait, d'authentiques otages politiques du régime.

Depuis, comme pour envoyer un message de terreur à tous ceux qui seraient tentés de revendiquer leurs droits ou d'exiger la reddition des comptes à ceux qui sont en charge des affaires publiques, des magistrats aux ordres et de surcroît haineux ont prononcé des condamnations de vengeance. C'est du terrorisme d'Etat !

Ainsi, les femmes et les hommes en charge de dire le droit se sont mués en petites mains criminelles de la dictature qui écrase le peuple camerounais. Ce peuple s'en souviendra un jour.

Aux femmes et hommes qui, malgré la torture, les humiliations diverses et les manœuvres de retournement du régime, n'ont pas trahi la cause, je tiens à dire mon admiration pour leur patriotisme et leur dignité dans l'épreuve. Ils sont un modèle de courage et d'abnégation. Ils devraient inspirer la jeunesse. Tant que je vivrai je me battrai pour qu'un jour la patrie leur soit

reconnaissante. Malgré cette barbarie policière et judiciaire, je vous demande de ne pas baisser les bras face à une dictature folle.

Je saisis cette occasion pour remercier les partis politiques et les organisations de la société civile, la presse nationale et internationale, les personnalités nationales et étrangères, ainsi que les Camerounais de diverses régions du pays et de la diaspora, pour leur condamnation sans réserve et leurs messages de soutien à la suite de la barbarie policière et judiciaire infligée aux militants et sympathisants du MRC par le régime pyromane en place au Cameroun.

Dès 2022, notre pays entrera dans une nouvelle phase de son histoire. Une étape grosse d'incertitudes au regard de la guerre des factions déjà en cours au sein de l'appareil d'État et la tentation du pire qui semble animer certaines d'entre elles.

Nous amorçons un tournant décisif.

Je lance un appel patriotique aux partis politiques qui se réclament de l'opposition, aux intellectuels, universitaires, acteurs du secteur privé et de la société civile, autorités traditionnelles et religieuses, étudiants et autres jeunes, hommes et femmes de culture, mototaxis, vendeurs à la sauvette, la diaspora, et plus largement au Peuple du Changement sans distinction, afin que nous dépassions nos divergences et qu'ensemble nous œuvrions pour la libération de notre peuple de la dictature qui le détruit.

J'appelle à l'Union Sacrée des Forces du Changement dans laquelle le MRC est prêt à apporter pleinement sa contribution. Nos compatriotes, militants et sympathisants du parti au pouvoir ou de ses partis alliés, qui pensent qu'il est temps de construire ensemble notre pays avec fraternité et patriotisme, ont toute leur place dans cette Union Sacrée.

Pour ma part, je redis en toute simplicité, toute ma disposition à travailler avec tous ceux et celles qui veulent donner une chance à notre peuple de retrouver sa dignité et de permettre à notre pays de retrouver son rang en Afrique et dans le monde.

Dans cette perspective, nous avons le regard tourné vers les échéances à venir. Notre option fondamentale du changement dans la paix et par urnes demeure notre boussole. Nous y travaillons avec le même sérieux et la même détermination que depuis la création du MRC, en remobilisant et en réorganisant notre parti, et en rappelant notre ferme opposition à toute forme

de transmission dynastique du pouvoir, de gré à gré. Car seul le peuple camerounais souverain doit choisir librement ses dirigeants, à travers des élections démocratiques, honnêtes, transparentes, garanties par des règles électorales qui ne soient pas au service des fraudes électorales.

Mesdames, messieurs; chers compatriotes !

Au moment où s'achève cette très difficile année 2021, au nom du MRC et en mon nom propre, j'adresse aux otages politiques du régime ainsi qu'à leurs courageuses familles mon message de solidarité, d'encouragement et

d'admiration pour leur sacrifice à l'autel de la liberté et de la dignité de notre peuple. J'entends leurs bourreaux, qui sont aussi ceux du peuple camerounais tout entier, se gausser de notre échec à relever le défi qu'ils nous lancent à travers le martyr de ces compatriotes qu'ils détruisent avec jubilation. Il me suffit de leur rappeler ce que disaient les Grecs anciens : « Les dieux rendent fous ceux qu'ils veulent perdre ».

Il y a quelques temps déjà, faisant suite à une résolution du Directoire du MRC, une campagne pour la libération des prisonniers politiques a été lancée. Au regard des récentes condamnations extrajudiciaires dans le cadre des procès politiques iniques, j'invite les Camerounais à s'approprier cette campagne et à prendre toute leur place dans sa mise en œuvre. Par ailleurs, le MRC et la Résistance nationale ont entendu les nombreux messages et déclarations publiques de partis politiques, d'organisations de la société civile et de personnalités camerounaises en faveur de la défense et de la

sauvegarde des droits civils et politiques indispensable pour une société démocratique. Le MRC entend examiner de quelle manière donner une suite efficace et autant que faire se peut concertée, à ces exhortations citoyennes et républicaines.

Je sais pouvoir compter sur chacun de vous pour distinguer entre le temps du plaisir et de la distraction et celui de l'engagement pour la libération.

A chacun d'entre vous, sans distinction aucune, j'adresse mes vœux les meilleurs pour les fêtes de fin d'année.

Heureuse année 2022 !

Que Dieu bénisse le Cameroun !

Maurice KAMTO, Président Élu

Yaoundé le 31 décembre 2021